

Intervention de Pierre-Alain Muet à l'Assemblée nationale

Première séance du mercredi 7 janvier 2009

Projet de loi de finances rectificative pour 2009 Accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés

Explication de vote de l'Exception d'irrecevabilité

M. le président. La parole est à M. Pierre-Alain Muet, pour le groupe SRC.

M. Pierre-Alain Muet. Après la brillante présentation de Michel Sapin, je voudrais expliquer le vote du groupe socialiste sur cette motion, mais aussi répondre à M. le ministre, qui dit que les socialistes n'ont pas de propositions.

Si vous écoutez bien, monsieur le ministre, ce que nous avons dit, depuis au moins dix-huit mois, dans chacun des débats que nous avons eus sur la politique économique, vous verrez en filigrane les éléments d'un plan de relance parfaitement adapté à la conjoncture économique. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

... Mais attendez un peu, vous verrez !

La France est en récession depuis janvier 2008. En raison des effets de la crise financière, cette récession est en train de se transformer en dépression. Qu'est-ce qu'une dépression ? Selon la définition qu'en donnent aussi bien le FMI que les instances européennes, c'est un effondrement cumulatif de la demande. La demande, c'est à la fois l'investissement et la consommation.

Face à une telle situation, il faut des plans de relance massifs. Celui que vous proposez est-il massif ? Michel Sapin, en s'appuyant sur vos propres chiffres, a montré que derrière les 26 milliards, il n'y a en réalité que 6,7 milliards de relance – une relance de l'investissement public, pour l'essentiel. Et sur ces 6,7 milliards, seuls 4 milliards concernent l'année 2009.

Ce plan n'est donc pas massif. Et comme on sait, en outre, qu'il faut entre six et neuf mois pour que des mesures d'investissement produisent leurs effets, c'est un plan qui n'est pas d'effet immédiat.

Est-il équilibré ? Un plan de relance devrait être complet. Être complet, cela veut dire intégrer toutes les composantes de la demande, et surtout prendre la récession à sa source. La source de la récession, c'est un problème de pouvoir d'achat du revenu disponible. Il croissait en 2007, il a cessé de croître au début de 2008, et il a même baissé, ce qui a fait baisser la consommation des ménages.

Un plan équilibré aurait donc ces deux composantes.

M. de Courson nous a parlé des autres plans européens ; mais celui de nos amis espagnols représente 2,2 % du PIB – en mesures effectives, l'OFCE l'évalue à 1,7 % du PIB. Voilà ce que l'on peut appeler un plan massif et, lorsque l'on examine son contenu, un plan équilibré.

Le plan anglais, lui aussi, est un plan massif,...

...Il représente 1,3 % du PIB, comme le nôtre – tout au moins en affichage. Car si vous prenez les mesures effectives, telles que les chiffrent les instituts de conjoncture indépendants comme l'OFCE, vous verrez qu'il y a une grande différence entre le plan anglais et le plan français.

...C'est toujours mieux chez les autres...

...Chez les Anglais, ce 1,3 % correspond à des mesures effectives ; dans le plan français, l'OFCE chiffre les mesures effectives à seulement 0,5 % du PIB – 4 milliards d'euros. Autrement dit, votre plan n'est pas à la hauteur de la crise.

Pour une fois, nous ne vous dirons pas que votre politique n'est pas bonne. Oui, il faut relancer l'économie ; bien sûr, il faut relancer l'investissement public. Mais ce n'est pas suffisant. Si vous voulez réellement faire face à cette crise, il faut un plan massif, un plan qui joue sur le pouvoir d'achat, sur l'emploi, sur l'investissement. Vous ne l'avez pas fait. Ce n'est pas seulement un plan unijambiste : vous n'avez fait qu'un tiers de ce qu'il conviendrait de faire.

Vous n'êtes pas à la hauteur de la situation économique. Ce n'est pas nouveau : si l'on reprend votre politique économique depuis dix-huit mois, on s'aperçoit qu'elle a toujours été en retard sur la conjoncture, qu'elle a toujours traité les problèmes qui auraient pu se poser dans le passé, mais pas ceux du futur. Le plus bel exemple, c'est la loi TEPA et le dispositif absurde des heures supplémentaires. Cela aurait peut-être pu passer dans une situation de croissance forte, mais c'est une absurdité totale lorsque l'emploi s'effondre.

Si vous voulez réellement agir sur l'activité économique, il faut suivre la conjoncture et prendre des mesures adaptées. Ce n'est pas le cas de votre plan. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

(*L'exception d'irrecevabilité, mise aux voix, n'est pas adoptée.*)